

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1254

16 mai 2014

SOMMAIRE

Armat Group S.A.	60147	D.E. Révision S.à r.l.	60151
Barlanto Holding S.à r.l.	60146	DiNaMe S.à r.l.	60150
Blue Group Spa S.A.	60148	DM Transports Logistics S.A.	60154
Boyne Acquisitions S.à r.l.	60185	Domaine Mathes Sàrl	60150
Brolis S.à r.l.	60147	DZ Privatbank S.A.	60154
Car Amana Investments S.A.	60149	Eagle (EU) S.à r.l.	60149
Cared S.A.	60149	E.I.A. - European Investment Association S.A.	60154
Carpets and International Textiles S.A. ..	60149	Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l.	60156
C.B. Fleet Holding Company, Incorporated & Cie, s.c.s.	60147	Encore (Luxembourg)	60156
C Capital S.à r.l.	60148	Engel S.à r.l.	60150
Colfinco S.A.	60152	European Technical Trading S.A.	60192
Colyzeo Finance S.à r.l.	60149	Family Invest S.A.	60155
Comanche Investments S.A.	60152	Finance Acquisition No. 1 S.à r.l.	60151
Commerzbank Leasing 4 S.à r.l.	60146	Financière Veromaxis S.A.	60154
Cora Luxembourg	60151	FleetCor Luxembourg Holding2	60155
Corestate Investments 1 Sàrl	60151	Flojkas Capital S.à r.l.	60155
CORPORE + SANO Benelux S.A.	60150	Foresight Luxembourg Solar 1 S.à r.l.	60155
Credit Suisse Valhalla Investments (Lu- xembourg) S.à r.l.	60152	Glashandel H.Reiland & Co	60153
Crown Manco S.à r.l.	60148	G.O. IB - Luxembourg Two S.à r.l.	60154
Damart T.S.D. - Bertrange	60153	Histrag S.A.	60184
Damart T.S.D. - Bertrange	60153	Hunac (No. 1) S.à r.l.	60155
Dansor S.à r.l.	60192	Sonae Re, S.A.	60146
Dardus Participations S.A.	60153	Tankreederei II S.A.	60146
D.C.P. SARL	60150	The Picture Factory	60147
Debonair Investment S.A.	60184	Transports José Pereira Simões S.à r.l. ...	60146
Delasource S.A.	60192	Wyndham Investment S.A. SPF	60148

Barlanto Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 114.073.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2014.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2014039307/13.

(140045668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Transports José Pereira Simões S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4133 Esch-sur-Alzette, 21, rue Saint Gilles.
R.C.S. Luxembourg B 167.736.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014039094/10.

(140044369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Tankreederei II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 63, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 76.034.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014039096/10.

(140044308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Sonae Re, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 73.263.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014039082/10.

(140044639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Commerzbank Leasing 4 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 137.843.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2014.
Commerzbank Leasing 4 S.à r.l.

Référence de publication: 2014039342/11.

(140045961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

The Picture Factory, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8280 Kehlen, 22, rue de Mamer.
R.C.S. Luxembourg B 137.764.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014039106/14.

(140044886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Armat Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 176.840.

Extrait des décisions du conseil d'administration prises par voie circulaire en date du 20 février 2014

En date du 20 février 2014, les membres du conseil d'administration, ont décidé à l'unanimité des voix de:

- transférer le siège social de la Société du 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte 1330 Luxembourg, au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec date effective au 1^{er} mars 2014.

La nouvelle adresse professionnelle de Jean-Marie Bettinger est la suivante: 42, rue de la Vallée L-2661 Luxembourg.

La nouvelle adresse professionnelle de Magali Fetique est la suivante: 42, rue de la Vallée L-2661 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2014.

ARMAT GROUP SA

Référence de publication: 2014039277/16.

(140045693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Brolis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5855 Hesperange, 1, rue Jos Sunnen.
R.C.S. Luxembourg B 88.824.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.03.2014.

V. IAMPOLSKI
Gérant

Référence de publication: 2014039330/12.

(140045250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

C.B. Fleet Holding Company, Incorporated & Cie, s.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 90.692.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Maître Léonie GRETHEN
Notaire

Référence de publication: 2014039335/12.

(140045126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Blue Group Spa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 129.206.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 19 mars 2013 tenue extraordinairement le 18 juin 2013:

L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Madame Luisella MORESCHI, Mme Frédérique VIGNERON et Mme Patricia OSIEKA ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2019.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Pour BLUE GROUP SPA S.A.

Signature

Référence de publication: 2014039319/16.

(140045768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Wyndham Investment S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 170.807.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014039338/14.

(140045940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

C Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.920.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 (comptes retraités) dépôt Initial RCS L140043971 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039334/10.

(140045539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Crown Manco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 193.325,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 171.720.

—
L'adresse professionnelle de Monsieur Jens Hoellermann, gérant de la Société, est le 25, rue General Patton, L-2317 Howald, Grand-Duché de Luxembourg avec effet à partir du 1^{er} janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014039348/14.

(140045318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Car Amana Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 116.917.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014039349/12.

(140045859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Cared S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 100.953.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2012 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2014039351/11.

(140045804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

CARPINTEX SA, Carpets and International Textiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 20.816.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CARPETS AND INTERNATIONAL TEXTILES S.A., en abrégé CARPINTEX S.A.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014039354/11.

(140045951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Colyzeo Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 102.614.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014039361/10.

(140045713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Eagle (EU) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 125.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Référence de publication: 2014039390/10.

(140045178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

DiNaMe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 92.395.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014039374/14.

(140045635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Domaine Mathes Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5480 Wormeldange, 71, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 103.705.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039375/9.

(140045156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

D.C.P. SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 168.920.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039369/9.

(140045146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

CORPORE + SANO Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 167.834.

Par décision du Conseil d'Administration, Monsieur Yann ROYER de LINCLAYS, demeurant professionnellement à F-75008 Paris, 168, Boulevard Haussmann, a été nommé Président du Conseil d'administration de CORPORE + SANO Benelux S.A. avec effet au 05 décembre 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014039366/12.

(140045389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Engel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 137.088.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014039399/10.

(140045459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

D.E. Révision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 165.728.

Il résulte de la convention de parts signée le 14 mars 2014 que:

- 1 part sociale de la société D.E. Révision a été transférée de Monsieur Paulo Jorge DA COSTA MAGALHÃES à Monsieur Gabriel EL RHILANI

Par conséquent, le capital social de la société est détenu de la manière suivante:

- 125 parts sociales par Monsieur Gabriel EL RHILANI

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014039370/17.

(140045689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Corestate Investments 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 119.004.

—
EXTRAIT

Le siège social de l'associée unique CORESTATE CAPITAL AG, immatriculée au registre de commerce du Kanton Zug sous le numéro CH-113.002.233, est établi à Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Suisse).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014039365/12.

(140045447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Cora Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 26.118.

—
Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration tenu le 13 février 2014

Le Conseil prend acte de la démission de Monsieur Alain DEMMEL de son mandat d'administrateur.

Le Conseil coopte Monsieur Mathieu LIARAS comme administrateur, avec adresse professionnelle à B-6040 JUMET, Zoning Industriel, 4^{ème} rue, en remplacement de Monsieur Alain DEMMEL, jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Le 13/02/2014.

Pour extrait conforme

Olivier HALLER

Administrateur délégué

Référence de publication: 2014039364/15.

(140045346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Finance Acquisition No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 163.235.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014039415/10.

(140045966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Colfinco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 177.358.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 13 mars 2014

1. Nomination de Geert DIRKX, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique) et demeurant professionnellement au 31 rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société. Son mandat prend effet immédiatement et prendra fin à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018;

2. Nomination de Catherine PEUTEMAN, née le 1^{er} décembre 1967 à Messancy (Belgique) et demeurant professionnellement au 31 rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société. Son mandat prend effet immédiatement et prendra fin à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018;

3. Octroi d'un pouvoir de signature individuel à chacun des administrateurs

COLFINCO S.A.

Geert DIRKX

Référence de publication: 2014039360/17.

(140045471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Comanche Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 116.918.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014039362/12.

(140045957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Credit Suisse Valhalla Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 143.568.

—
Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société le 28 février 2014 qu'il a été décidé à l'unanimité:

- d'accepter la démission de Mademoiselle Polyxeni Kotoula en tant que gérant de la Société avec effet au 28 Février 2014;

- de nommer en remplacement du gérant démissionnaire et pour une durée illimitée, Monsieur Jacob Mudde, né le 14 Octobre 1969 à Rotterdam, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat au 28 février 2014; et

- de confirmer que le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

* Monsieur Jorge Perez Lozano;

* Monsieur Robert Archbold;

* Monsieur Jerry Smith; et

* Monsieur Jacob Mudde.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014039347/25.

(140045217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Damart T.S.D. - Bertrange, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Belle Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 66.714.

EXTRAIT

Le 2 septembre 2013, le conseil d'administration a décidé de nommer comme représentant permanent de la succursale luxembourgeoise, pour une durée indéterminée, en remplacement de Madame Françoise BURLET, la société privée à responsabilité limitée RETAIL PARTNER, ayant son siège social au 2, Pauwstraat, B- 8800 Roesselare, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0465.997.601, représentée par Monsieur Filiep BLONTROCK, 9 avril 1965 à Roesselare (Belgique) demeurant Pauwstraat 2/A000, B-8800 Roesselare.

RETAIL PARTNER, représentée par Monsieur Filiep BLONTROCK, aura un pouvoir de signature individuel.
Luxembourg, le 13 mars 2014.

Référence de publication: 2014039378/15.

(140045298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Damart T.S.D. - Bertrange, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Belle Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 66.714.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 27 février 2013 de la société sise en Belgique prend acte de la démission de Madame Françoise BURLET de son mandat d'administrateur et Président du conseil d'administration.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 2 septembre 2013 décide de nommer la société privée à responsabilité limitée RETAIL PARTNER, ayant son siège social au 2, Pauwstraat, B-8800 Roesselare, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0465.997.601, représentée par Monsieur Filiep BLONTROCK, né le 9 avril 1965 à Roesselare (Belgique) demeurant Pauwstraat 2/A000, B-8800 Roesselare comme nouvel administrateur.

Luxembourg, le 13 mars 2014.

Référence de publication: 2014039379/14.

(140045298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Dardus Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 70.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014039381/11.

(140045745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Glashandel H.Reiland & Co, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 18.068.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014039450/14.

(140045148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

DM Transports Logistics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 17, rue d'Asselborn.
R.C.S. Luxembourg B 158.773.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du vendredi 31 janvier 2014 à 13h30 tenue au siège social de la société à Wilwerdange.

1. Transfert du siège social

L'Assemblée décide de transférer le siège social à l'adresse 17, rue d'Asselborn à L-9907 Troisvierges. Ce transfert sera effectué en date du vendredi 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014039385/12.

(140045517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

DZ Privatbank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 15.579.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039387/9.

(140045875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

E.I.A. - European Investment Association S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 32.191.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 22 mai 2013

Le Conseil d'Administration prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Pour E.I.A. - EUROPEAN INVESTMENT ASSOCIATION S.A.

Signature

Référence de publication: 2014039388/13.

(140045866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

G.O. IB - Luxembourg Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 106.149.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mars 2014.

Référence de publication: 2014039446/10.

(140045176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Financière Veromaxis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 76.162.

—
Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014039434/10.

(140045455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

FleetCor Luxembourg Holding2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 121.980.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 18 mars 2014.
Pour copie conforme

Référence de publication: 2014039419/11.

(140045698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Flojkas Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 97.686.

Les comptes annuels au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039420/9.

(140045831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Foresight Luxembourg Solar 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.166.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 146.200.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société

Il résulte des décisions de l'associé unique de la Société en date du 28 février 2014, qu'a été acceptée:
- la démission de Monsieur Renaud Labye de son poste de gérant de la Société avec effet au 28 février 2014,
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2014039424/15.

(140045738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Hunac (No. 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.
R.C.S. Luxembourg B 157.396.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014039470/10.

(140045967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Family Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 48.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039427/9.

(140045777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Encore (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.169.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mars 2014.

Référence de publication: 2014039398/10.

(140045757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.312,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 175.738.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Rocket Internet GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) existing under the laws of Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 109262 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany, on 20 January 2014, and

2. Kinnevik Online AB (formerly Kinnevik Online Ventures AB), a limited liability company (aktiebolag) existing under the laws of Sweden registered with the company registrar in Sweden (Bolagsverket), under no. 556815-4958, having its registered address at Skeppsbron 18, 10313 Stockholm, Sweden,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Stockholm, Sweden, on 13 January 2014, and

3. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), a limited liability company (Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt)) existing under the laws of Germany registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 126893 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany, on 14 January 2014, and

4. AI European Holdings S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 168.122, having its registered address at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in New York, United States, on 15 January 2014, and in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 14 January 2014, and

5. Aismare Lux Holdings S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 176544, having its registered address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, the Grand Duchy of Luxembourg, and with a share capital of twenty-eight thousand four hundred ninety-four euros (EUR 28,494.00),

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, United Kingdom, on 14 January 2014, and

6. Phenomen Ventures LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, registration number OG - 66003, having its registered office at 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands (hereinafter "Phenomen") represented by its General Partner, Phenomen Ventures Management, an exempted company incorporated and existing under the Law of the Cayman Islands, registered with Registry of Companies, Cayman Islands, under number OG-271195, having its registered address at 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Moscow, Russia, on 17 January 2014, and

7. Mercura Capital GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) existing under the laws of Germany with its statutory seat in Starnberg, Germany, registered with the commercial register at the local court of Munich under no. HRB 200948, having its business address at Schließstättstraße 22, 82319 Starnberg, Germany (hereinafter “Mercura”),

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Starnberg, Germany, on 14 January 2014, and

8. Luxor Capital Partners, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, and registered with with the Secretary of State of the State of Delaware under registration number 3470427 (hereinafter “Luxor Capital”), represented by its General Partner LCG Holdings, LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Delaware, registered with with the Secretary of State of the State of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, participating and voting only for purposes of Agenda point 4 et seq.,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in New York, United States, on 3 February 2014, and

9. Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office and principal place of business at Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, and registered with the Registrar of Companies, Cayman Islands, under certificate number MC-36427 (hereinafter “Luxor Offshore”), represented by its General Partner LCG Holdings, LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Delaware, registered with with the Secretary of State of the State of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, participating and voting only for purposes of Agenda point 4 et seq.,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in New York, United States, on 3 February 2014, and

10. Luxor Wavefront, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under registration number 4766956 (hereinafter “Luxor Wavefront”), represented by its General Partner LCG Holdings, LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Delaware, registered with with the Secretary of State of the State of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th floor, New York, NY 10036, participating and voting only for purposes of Agenda point 4 et seq.,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in New York, United States, on 3 February 2014.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The parties 1. through 7. (the “Existing Shareholders”) are all the shareholders of Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 175.738 and incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 28 February 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 956 dated 22 April 2013. The articles of incorporation were amended for the last time pursuant to a deed of the notary Maître Henri Hellinckx, prenamed, on 12 July 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2524 dated 10 October 2013.

The Existing Shareholders representing the whole share capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda whereby the parties 8. through 10. (the “New Investors”) participate and vote for the purpose of Agenda point 4 et seq. only:

Agenda

1. Decision to create one (1) additional class of shares, referred to as the series B4 shares (hereinafter “Series B4 Shares”), and to hence have ten (10) classes of shares in total.

2. Acceptance of (i) Luxor Capital Partners, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, and registered with with the Secretary of State of the State of Delaware under registration number 3470427, (ii) Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office and principal place of business at Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, and registered with the Registrar of Companies, Cayman Islands, under certificate number MC-36427, and (iii) Luxor Wavefront, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office and principal place

of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under registration number 4766956, as new shareholders of the Company.

3. Increase of the Company's share capital by an amount of ten thousand eighty-eight euros (EUR 10,088) so as to raise it from its current amount of thirty-five thousand three hundred twelve euros (EUR 35,312) up to forty-five thousand four hundred euros (EUR 45,400) by issuing ten thousand eighty-eight (10,088) Series B4 Shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

4. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at forty-five thousand four hundred euro (EUR 45,400), represented by (i) twenty one thousand one hundred and sixty-five (21,165) common shares (hereinafter "Common Shares"), (ii) one hundred and eighty (180) series A1a shares (hereinafter "Series A1a Shares"), (iii) one thousand eight hundred and seven (1,807) series A1b shares (hereinafter "Series A1b shares"), (iv) one hundred and nine (109) series A1c shares (hereinafter "Series A1c Shares"), (v) eighty-three (83) series A2a shares (hereinafter "Series A2a Shares"), (vi) one thousand six hundred and fifty-six (1,656) series A2b shares (hereinafter "Series A2b Shares"), (vii) three thousand seven hundred and fifty (3,750) series B1 shares (hereinafter "Series B1 Shares"), (viii) four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) series B2 shares (hereinafter "Series B2 Shares"), (ix) one thousand eight hundred and seventy-five (1,875) series B3 shares (hereinafter "Series B3 Shares"), and ten thousand eighty-eight (10,088) series B4 shares (hereinafter "Series B4 Shares" and, together with the Series B1 Shares, the Series B2 Shares and the Series B3 Shares, the "Series B Shares", with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH and (vii) Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP (jointly "LuxorCap") (Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP shall exercise their rights under these Articles jointly as if they were one shareholder; Luxor Capital Partners, LP shall be entitled to make and receive all declarations on behalf of LuxorCap, i.e. itself, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP regarding rights and obligations resulting from shares held by any of them) shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH and (vii) LuxorCap shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks after they have been notified by the Company regarding the Third Party Investment if Rocket Internet GmbH and/or Kinnevik Online AB and/or AI European Holdings S.à r.l. and/or Aismare Lux Holdings S.à r.l. and/or Phenomen Ventures LP and/or Mercura Capital GmbH and/or LuxorCap intends to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further shares in the Company."

5. Amendment of the purpose of the Company by inserting a new article two point four (2.4) into the articles of association of the Company which shall read as follows:

" **2.4.** The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights."

6. Decision to amend and fully restate the articles of association of the Company so that they shall read as follows:

"A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well

as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at forty-five thousand four hundred euro (EUR 45,400), represented by (i) twenty one thousand one hundred and sixty-five (21,165) common shares (hereinafter "Common Shares"), (ii) one hundred and eighty (180) series A1a shares (hereinafter "Series A1a Shares"), (iii) one thousand eight hundred and seven (1,807) series A1b shares (hereinafter "Series A1b shares"), (iv) one hundred and nine (109) series A1c shares (hereinafter "Series A1c Shares"), (v) eighty-three (83) series A2a shares (hereinafter "Series A2a Shares"), (vi) one thousand six hundred and fifty-six (1,656) series A2b shares (hereinafter "Series A2b Shares"), (vii) three thousand seven hundred and fifty (3,750) series B1 shares (hereinafter "Series B1 Shares"), (viii) four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) series B2 shares (hereinafter "Series B2 Shares"), (ix) one thousand eight hundred and seventy-five (1,875) series B3 shares (hereinafter "Series B3 Shares"), and ten thousand eighty-eight (10,088) series B4 shares (hereinafter "Series B4 Shares" and, together with the Series B1 Shares, the Series B2 Shares and the Series B3 Shares, the "Series B Shares", with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH and (vii) Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP (jointly "LuxorCap") (Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP shall exercise their rights under these Articles jointly as if they were one shareholder; Luxor Capital Partners, LP shall be entitled to make and receive all declarations on behalf of LuxorCap, i.e. itself, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP regarding rights and obligations resulting from shares held by any of them) shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") -

irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH and (vii) LuxorCap shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks after they have been notified by the Company regarding the Third Party Investment if Rocket Internet GmbH and/or Kinnevik Online AB and/or AI European Holdings S.à r.l. and/or Aismare Lux Holdings S.à r.l. and/or Phenomen Ventures LP and/or Mercura Capital GmbH and/or LuxorCap intends to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further shares in the Company.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by shareholders holding at least three quarters of the share capital (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders agreement between the shareholders if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

a) in any case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH and (vii) Luxor Capital, Luxor Offshore and Luxor Wavefront (Luxor Capital acting for itself as well as for Luxor Offshore and for Luxor Wavefront and exercising their rights under these articles resulting from shares held by any of them jointly as if they were one shareholder) (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, AI European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l., Phenomen Ventures LP, Mercura Capital GmbH, Luxor Capital, Luxor Offshore and Luxor Wavefront hereinafter jointly referred to as "Investors"; each individually an "Investor") to a company affiliated within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) to the respective Investor;

b) in case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares of one Investor to a company or entity (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company or entity by way of (a) managing the company as managing shareholder, (b) holding the majority of shares, (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

c) in case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares to a third party acquiring shares under the simplified employee participation, or by a shareholder to the Company and/or any Investors pursuant to a call option under a vesting scheme.

7.5 To the extent a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares requires no additional consent of the shareholders' meeting pursuant to article 7.4 a)-c) above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any sale, transfer, assignment or other disposal of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification thereof to, or upon the acceptance thereof by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the

deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Liquidation and sale preferences.

8.1 In case (i) of any sale of at least fifty percent (50%) of all shares in the Company, or a swap or a take-over of the Company in an economically comparable way in a single or more related transactions or in close time proximity to one another, or (ii) of the liquidation of the Company or (iii) of any sale or transfer of shares in the Company either to third parties or other shareholders that would result in either more than fifty percent (50%) of the share capital or more than fifty percent (50%) of the voting rights being owned by the acquiring party/parties (change of control) as a result of one or more related acquisitions, (each of the events described in (i), (ii) and (iii) is hereinafter referred to as a "Liquidity Event"), the proceeds ("Exit Proceeds") - subject to articles 8.2 and

8.3 below - will be distributed in accordance with article 8.4 to the shareholders pro rata corresponding to their participation in the Liquidity Event.

8.2 On a first level ("First Level") the holders of Series B Shares shall receive an amount of EUR 1,600 per Series B Share which equals the amount of their respective total investment made in the Company (consisting of the nominal amount of the Series B Shares acquired by that holder and any share premium and/or other capital contribution (account 115) paid by that holder to the Company).

8.3 On a second level ("Second Level") the holders of Series A1a Shares, Series A1b Shares, Series A1c Shares, Series A2a Shares, Series A2b Shares shall receive per share of the respective share class (and among the shareholders of each share class pro rata to their shareholding in the respective share class) the amount stipulated as follows:

Share Class	Amount per Share in Euro
Series A1a	1,380.84
Series A1b	1,383.14
Series A1c	2.00
Series A2a	1,556.82
Series A2b	1,554.76

8.4 After the payments on the First Level and Second Level have been made, the remaining Exit Proceeds shall be allocated on a third level ("Third Level") to all shareholders pro rata corresponding to their participation in the Liquidity Event. Any amounts received by any shareholder on the First Level and/or Second Level shall reduce the amount to be allocated to such shareholder on the Third Level and shall be allocated subsequently pursuant to this Third Level provided that no shareholder shall be obliged to repay any amount received on the First Level and/or Second Level. The allocation at Third Level shall be made until all Exit Proceeds have been distributed to the shareholders. Irrespective of whether or not the sale of shares is made in one Liquidity Event or after the Liquidity Event in one transaction or more transactions no shareholder shall receive for the sale of all of its shares an amount exceeding the higher of (i) its share in the total Exit Proceeds or proceeds pro rata to the shares sold or (ii) the amount allocated to such shareholder on the First Level and/or Second Level. In case an exceeding amount is received, the receiving shareholder shall repay such excess amount accordingly to the other shareholders. All rights related to the liquidity preference stipulated herein are satisfied once the amount set forth in sentence 1 of this Section 8.4 has been received regarding the respective shares.

8.5 The preferred allocation on the First Level and Second Level applies to each of the respective Series B Shares, Series A1a Shares, Series A1b Shares, Series A1c Shares, Series A2a Shares, Series A2b Shares as long as on the respective Series B Shares, Series A1a Shares, Series A1b Shares, Series A1c Shares, Series A2a Shares, Series A2b Shares the amount stipulated in article 8.2 and/or in the table pursuant to article 8.3 has not yet been distributed once.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 The Company may redeem its own shares. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

9.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

a) insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

b) the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

9.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way

through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

9.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of article 9.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

Art. 10. Compensation for Redemption.

10.1 Redemption is made against compensation.

10.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

10.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

10.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

10.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 11. Request of Assignment in Lieu of Redemption.

11.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the share to the Company or to a person named by the Company.

11.2 This article 11 applies with the proviso that the compensation, as provided for in article 10 of these articles of association, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 12. Collective decisions of the shareholders.

12.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

12.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

12.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

12.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including e-mail or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

12.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

12.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 13. General meetings of shareholders.

13.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

13.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

13.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

13.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

13.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

Art. 14. Quorum and vote.

14.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

14.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with article 13.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 15. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 16. Amendments of articles of association. Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who are also a Super Majority.

Art. 17. Decisions requiring specific majority.

17.1 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the prior consent of the Advisory Board:

- a) disposition of all the Company's assets, of a significant part of the Company's assets or all or significant part of assets of any direct or indirect subsidiary of the Company including the resolution with respect to the liquidation of the Company;
- b) disposition of shares in direct or indirect subsidiaries of the Company, except for share transfers under the simplified employee participation as agreed by the shareholders in any shareholders agreement;
- c) amendment of these articles of association (including this Article 17) including the resolution with respect to the merger, separation and transformation of the Company;
- d) appropriation of the annual results; payments of profits to capital reserves or the carrying forward of such profits to new accounts; increase or reduction of (distributable) reserves (including but not limited to share premium and assimilated premium) as well as capital increase from company funds; payment of interim dividends; payment of proceeds as per Article 8 ("liquidation and sale preferences");
- e) conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. of the German Stock Corporation Act (AktG));
- f) conclusion of company participations of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements under the simplified employee participation as agreed by the shareholders in any shareholders agreement;
- g) approval of the annual plan, in particular the budget plan for each following year and the annual accounts;
- h) removal and appointment of managers.

17.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the prior consent of all of the Investors.

- a) exclusion of subscription rights in case of capital increases;
- b) acquisition of the Company's own shares, including redemption of shares with the exception of acquisitions in accordance with article 9.2 and transfers in accordance with article 11.1 of these articles of association.

17.3 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the special rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders' who hold all the issued shares of that class.

17.4 Any changes in the decision making process (including the competence of meetings of shareholders, Advisory Board and any specific majority necessary for adoption of some of the decisions) of the Company to the unilateral disadvantage of any of the Investors shall not be made without such Investor's consent. For the avoidance of doubt any decrease of the number of votes or change of the voting rights of shareholders or directors necessary for adoption of any decision will bring the unilateral disadvantage of the Investors.

17.5 Any of the following measures shall, irrespective of the consents or approvals otherwise required under any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company or these articles, always require a three-quarter ($\frac{3}{4}$) majority of the Investors: (i) sale of IP rights by the Company or any of its direct or indirect subsidiaries; (ii) sale of a direct or indirect subsidiary by the Company.

D. Board of managers and advisory board

Art. 18. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

18.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

18.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

18.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 19. Election, removal and term of office of managers.

19.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause, pursuant to article 17.1 lit. h).

19.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 20. Vacancy in the office of a manager.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 21. Convening meetings of the board of managers.

21.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

21.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 22. Management.

22.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

22.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

22.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

22.4 Meetings of the board of managers may also be held by conferencecall or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

22.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.8 The managers shall require the prior consent of the Advisory Board for legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries which are beyond the ordinary course of business of the Company, and - in any case - for the legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the shareholders' meeting:

- a) incorporation, acquisition or disposal of enterprises or partial-businesses;
- b) amendment of articles of association, shareholder agreements and similar contracts as well as exercise (or waiver) of shareholders' rights in companies in which an interest is held directly or indirectly (provided that with respect to companies in which an interest is held only indirectly, the managers shall procure that such consent requirement is complied with by the respective direct shareholder);
- c) acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;
- d) material change to the nature of the business of the Company and the termination of any material business operation;
- e) assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate;
- f) granting of loans in excess of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- g) conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate and amendments to the credit framework, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- h) futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;
- i) granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;
- j) conclusion amendment or termination of company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the company pension scheme;
- k) institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than ten thousand euro (EUR 10,000) in the individual case;
- l) disposition of rights of use of any kind with respect to intellectual property rights including copyrights or any other property rights as well as the passing on of know-how for the independent exploitation by the enterprise and/or a third party, excluding, however, such dispositions between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- m) transactions of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals as set forth in any shareholders agreement between the shareholders;
- n) amendment and termination of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of articles 291 et seqq. of the German Stock Corporation Act (AktG));
- o) exercise of voting rights and other rights in a company in which the Company is a shareholder to the extent that this exercise would require the consent of the shareholders' meeting under these articles of association if the Company was concerned, i.e. according to this article 22.8 lit. a) to o), article 17.1 or 17.2.

Resolutions regarding the introduction of an employee participation scheme require the prior consent of the Advisory Board.

22.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders' meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the Advisory Board. The Advisory Board may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

22.10 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers.

22.11 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this article 22 apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

23.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

23.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 24. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 25. Advisory board.

25.1 The Company shall have an advisory board (the "Advisory Board"). It shall consist of seven (7) voting members. The shareholders' meeting may by way of unanimous shareholders' resolution increase or decrease the number of members of the Advisory Board. Each of the shareholders may nominate a nonvoting member of the Advisory Board.

25.2 The shareholders' meeting shall only adopt or amend the rules of procedure for the Advisory Board by way of a unanimous shareholders' resolution.

25.3 The voting members of the Advisory Board shall be nominated by the shareholders by written notification towards the Company as follows:

- a) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Rocket Internet GmbH in its sole discretion (such members the "Rocket-Members");
- b) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Kinnevik Online AB in its sole discretion;
- c) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder AI European Holdings S.à r.l. in its sole discretion;
- d) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Aismare Lux Holdings S.à r.l. in its sole discretion;
- e) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Phenomen Ventures LP in its sole discretion;
- f) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Mercura Capital GmbH in its sole discretion; and
- g) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholders LuxorCap in their sole discretion.

25.4 The Advisory Board shall have a chairman and a deputy chairman. The Rocket-Member shall be the chairman of the Advisory Board and shall not have a casting vote. Each voting member shall have one (1) vote, except the voting member nominated by Rocket, which shall have five (5) votes and except the voting member nominated by LuxorCap, which shall have two (2) votes and except for the voting member nominated by Kinnevik, which shall have two (2) votes. The rules of procedure of the Advisory Board shall provide for further provisions in particular on the self-organisation of the Advisory Board.

25.5 The Advisory Board shall be competent for the granting of consents to any transactions and measures of the managers which the shareholders' meeting has made subject to the consent of the Advisory Board either (i) in these articles of association, (ii) in the rules of procedure of the managers, (iv) by way of shareholders' resolution or (v) in any shareholders' agreement.

25.6 The remuneration of the members of the Advisory Board, if any, shall be determined by shareholders of the Company by way of a unanimous shareholders' resolution.

25.7 In addition to the consent requirements provided for in article 22.8 and article 22.9, the Advisory Board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

E. Audit and supervision

Art. 26. Auditor(s).

26.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

26.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

26.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

26.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

26.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 27. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 28. Annual accounts and allocation of profits.

28.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

28.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

28.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

28.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

28.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

28.6 Subject to Article 8, distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 29. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

29.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable in accordance with the provisions of Article 8 and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

29.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 31. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail."

7. Miscellaneous.

Having duly considered each item of the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to create one (1) additional class of shares, referred to as the series B4 shares (hereinafter "Series B4 Shares"), and to hence have ten (10) classes of shares in total.

Second resolution

The general meeting of shareholders accepts (i) Luxor Capital Partners, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, and registered with with the Secretary of State of the State of Delaware under registration number 3470427, (ii) Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office and principal place of business at Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, and registered with the Registrar of Companies, Cayman Islands, under certificate number MC-36427, and (iii) Luxor Wavefront, LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office and principal place of business at 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under registration number 4766956, as new shareholders of the Company.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of ten thousand eighty-eight euros (EUR 10,088) so as to raise it from its current amount of thirty-five thousand three hundred twelve euros (EUR 35,312) up to forty-five thousand four hundred euros (EUR 45,400) by issuing ten thousand eighty-eight (10,088) Series B4 Shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Subscription

Ten thousand eighty-eight (10,088) Series B4 Shares have been duly subscribed as follows:

- One thousand three hundred thirty-eight (1,338) Series B4 Shares have been subscribed by Phenomen, prenamed, here represented as aforementioned, for the price of one thousand three hundred thirty-eight euros (EUR 1,338);
- One thousand two hundred fifty (1,250) Series B4 Shares have been subscribed by Mercura, prenamed, here represented as aforementioned, for the price of one thousand two hundred fifty euros (EUR 1,250);
- Two thousand five hundred ninety-eight (2,598) Series B4 Shares have been subscribed by Luxor Capital Partners, LP, prenamed, here represented as aforementioned, for the price of two thousand five hundred ninety-eight euros (EUR 2,598);
- Four thousand seventy-eight (4,078) Series B4 Shares have been subscribed by Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, prenamed, here represented as aforementioned, for the price of four thousand seventy-eight euros (EUR 4,078); and
- Eight hundred twenty-four (824) Series B4 Shares have been subscribed by Luxor Wavefront, LP, prenamed, here represented as aforementioned, for the price of eight hundred twenty-four euros (EUR 824).

Payment

The ten thousand eighty-eight (10,088) Series B4 Shares subscribed by Phenomen, Mercura and the New Investors, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of ten thousand eighty-eight euro (EUR 10,088).

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

The contribution in the amount of ten thousand eighty-eight euro (EUR 10,088) is entirely allocated to the share capital.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that the New Investors have now become holders of seven thousand five hundred (7,500) Series B4 Shares.

As a consequence the New Investors, entitled to vote and here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of the aforementioned proxies, join the general meeting of shareholders for the purpose of the following resolutions.

The general meeting of shareholders resolves the amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at forty-five thousand four hundred euro (EUR 45,400), represented by (i) twenty one thousand one hundred and sixty-five (21,165) common shares (hereinafter "Common Shares"), (ii) one

hundred and eighty (180) series A1a shares (hereinafter “Series A1a Shares”), (iii) one thousand eight hundred and seven (1,807) series A1b shares (hereinafter “Series A1b shares”), (iv) one hundred and nine (109) series A1c shares (hereinafter “Series A1c Shares”), (v) eighty-three (83) series A2a shares (hereinafter “Series A2a Shares”), (vi) one thousand six hundred and fifty-six (1,656) series A2b shares (hereinafter “Series A2b Shares”), (vii) three thousand seven hundred and fifty (3,750) series B1 shares (hereinafter “Series B1 Shares”), (viii) four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) series B2 shares (hereinafter “Series B2 Shares”), (ix) one thousand eight hundred and seventy-five (1,875) series B3 shares (hereinafter “Series B3 Shares”), and ten thousand eighty-eight (10,088) series B4 shares (hereinafter “Series B4 Shares”) and, together with the Series B1 Shares, the Series B2 Shares and the Series B3 Shares, the “Series B Shares”, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH and (vii) Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP (jointly “LuxorCap”) (Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP shall exercise their rights under these Articles jointly as if they were one Shareholder; Luxor Capital Partners, LP shall be entitled to make and receive all declarations on behalf of LuxorCap, i.e. itself, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP and Luxor Wavefront, LP regarding rights and obligations resulting from shares held by any of them) shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a “Third Party Investor”)) and which has been approved by the Advisory Board (a “Third Party Investment”) - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH and (vii) LuxorCap shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks after they have been notified by the Company regarding the Third Party Investment if Rocket Internet GmbH and/or Kinnevik Online AB and/or AI European Holdings S.à r.l. and/or Aismare Lux Holdings S.à r.l. and/or Phenomen Ventures LP and/or Mercura Capital GmbH and/or LuxorCap intends to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further shares in the Company.”

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolves the insertion of a new article two point four (2.4) into the articles of association of the Company which will read as follows:

“ 2.4. The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.”

Sixth Resolution

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,500.-

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholders signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebten Februar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1. Rocket Internet GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 109262 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 20. Januar 2014, ausgestellt in Berlin, Deutschland und

2. Kinnevik Online AB (vormals Kinnevik Online Ventures AB), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (aktiebolag) nach schwedischem Recht, eingetragen im Gesellschaftsregister in Schweden (Bolagsverket), unter der Nummer 556815-4958, mit Sitz in Skeppsbron 18, 10313 Stockholm, Schweden,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 13. Januar 2014, ausgestellt in Stockholm, Schweden, und

3. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt) nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. Januar 2014, ausgestellt in Berlin, Deutschland, und

4. AI European Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 168.122, mit Sitz in 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht, ausgestellt in New York, Vereinigte Staaten von Amerika, am 15. Januar 2014, und in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 14. Januar 2014, und

5. Aismare Lux Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 176544, mit Sitz in 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, und mit einem Gesellschaftskapital von achtundzwanzigtausendvierhundertvierundneunzig Euro (EUR 28.494,00),

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. Januar 2014, ausgestellt in London, Vereinigtes Königreich, und

6. Phenomen Ventures LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht der Kaimaninseln (Cayman Islands), mit der Eintragsnummer OG - 66003, mit Sitz in 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands („Phenomen“), vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter (General Partner) Phenomen Ventures Management, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach dem Recht der Kaimaninseln, eingetragen im Registry of Companies, Cayman Islands, unter der Nummer OG-271195, mit Sitz in 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 17. Januar 2014, ausgestellt in Moskau, Russland und

7. Mercura Capital GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Starnberg, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München, unter der Nummer HRB 200948, mit Geschäftssitz in Schließstättenstraße 22, 82319 Starnberg, Deutschland („Mercura“),

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. Januar 2014, ausgestellt in Starnberg, Deutschland, und

8. Luxor Capital Partners, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, mit Sitz und Hauptniederlassung in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036 und eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Eintragsnummer 3470427 („Luxor Capital“), vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter (General Partner) LCG Holdings, LLC, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware, mit Sitz in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, ausschließlich für die Punkte 4 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 3. Februar 2014, ausgestellt in New York, Vereinigte Staaten von Amerika, und

9. Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht der Kaimaninseln (Cayman Islands), mit Sitz und Hauptniederlassung in Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglad House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands und eingetragen im Registrar of Companies, Cayman Islands, unter der Nummer MC-36427 („Luxor Offshore“), vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter (General Partner) LCG Holdings, LLC, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, eingetragen im Secretary of State of the

State of Delaware, mit Sitz in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, ausschließlich für die Punkte 4 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 3. Februar 2014, ausgestellt in New York, Vereinigte Staaten von Amerika, und

10. Luxor Wavefront, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, mit Sitz und Hauptniederlassung in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036 und eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Eintragsnummer 4766956 („Luxor Wavefront“), vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter (General Partner) LCG Holdings, LLC, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware, mit Sitz in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036, ausschließlich für die Punkte 4 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 3. Februar 2014, ausgestellt in New York, Vereinigte Staaten von Amerika.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die Parteien 1 bis 7 (die „Bestehenden Gesellschafter“) sind alle Gesellschafter der Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 175.738, gegründet am 28. Februar 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Jean-Joseph Wagner, mit dem Amtssitz in Sassenheim, welche am 22. April 2013 im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 956 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 12. Juli 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Henri Hellinckx, vorbenannt, geändert, welche am 10. Oktober 2013 im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2524 veröffentlicht wurde.

Da die Bestehenden Gesellschafter das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln, wobei die Parteien 8 bis 10 (die „Neuen Investoren“) ausschließlich für die Punkte 4 ff. teilnahme- und stimmberechtigt sind:

Tagesordnung

1. Beschluss bezüglich der Schaffung einer (1) weiteren Klasse von Anteilen, die als Anteile der Serie B4 bezeichnet werden (die „Anteile der Serie B4“), wodurch nunmehr insgesamt zehn (10) Anteilsklassen bestehen.

2. Annahme von (i) Luxor Capital Partners, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, mit Sitz und Hauptniederlassung in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036 und eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Eintragsnummer 3470427, (ii) Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht der Kaimaninseln (Cayman Islands), mit Sitz und Hauptniederlassung in Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands und eingetragen im Registrar of Companies, Cayman Islands, unter der Nummer MC-36427, und (iii) Luxor Wavefront, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, mit Sitz und Hauptniederlassung in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036 und eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Eintragsnummer 4766956, als neue Gesellschafter der Gesellschaft.

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von fünfunddreißigtausenddreihundertzwölf Euro (EUR 35.312) um einen Betrag von zehntausendachtundachtzig Euro (EUR 10.088) auf einen Betrag von fünfundvierzigtausendvierhundert Euro (EUR 45.400) durch die Ausgabe von zehntausendachtundachtzig (10.088) Anteilen der Serie B4 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

4. Anschließende Änderung von Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundvierzigtausendvierhundert Euro (EUR 45.400), aufgeteilt in (i) einundzwanzigtausendeinhundertfünfundsiebzehn (21.165) Stammanteile (die „Stammanteile“), (ii) einhundertachtzig (180) Anteile der Serie A1a (die „Anteile der Serie A1a“), (iii) eintausendachtundachtzig (1.807) Anteile der Serie A1b (die „Anteile der Serie A1b“), (iv) einhundertneun (109) Anteile der Serie A1c (die „Anteile der Serie A1c“), (v) dreiundachtzig (83) Anteile der Serie A2a (die „Anteile der Serie A2a“), (vi) eintausendsechshundertsechszehn (1.656) Anteile der Serie A2b (die „Anteile der Serie A2b“), (vii) dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“), (viii) viertausendsechshundertsechszehn (4.687) Anteile der Serie B2 (die „Anteile der Serie B2“), (ix) eintausendachtundachtzig (1.875) Anteile der Serie B3 (die „Anteile der Serie B3“) und (x) zehntausendachtundachtzig (10.088) Anteile der Serie B4 (die „Anteile der Serie B4“ und, gemeinsam mit den Anteilen der Serie B1, den Anteilen der Serie B2 und den Anteilen der Serie B3, die „Anteile der Serie B“), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH und (vii) Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP (gemeinschaftlich „LuxorCap“) (Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP üben ihre Rechte unter dieser Satzung gemeinschaftlich aus, als ob es sich um einen einzigen Gesellschafter handeln würde; Luxor Capital Partners, LP selbst ist dazu berechtigt, sämtliche Erklärungen im Namen von LuxorCap abzugeben und entgegenzunehmen, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP bezüglich Rechten und Pflichten, die sich aus von ihnen gehaltenen Anteilen ergeben) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und der vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) - unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH und (vii) LuxorCap haben die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen, nachdem sie von der Gesellschaft über die Investition eines Dritten informiert wurden, darüber zu unterrichten, ob Rocket Internet GmbH und/oder Kinnevik Online AB und/oder AI European Holdings S.à r.l. und/oder Aismare Lux Holdings S.à r.l. und/oder Phenomen Ventures LP und/oder Mercura Capital GmbH und/oder LuxorCap ihr Recht gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchten. Für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile der Gesellschaft zeichnet, ist dieser Artikel 5.3 entsprechend anzuwenden.“

5. Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft durch die Einfügung eines neuen Artikels zwei Punkt vier (2.4) in die Satzung der Gesellschaft, welcher wie folgt lautet:

„**2.4.** Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.“

6. Beschluss bezüglich der Änderung und gänzlichen Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche wie folgt lauten soll:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und ihr zur Erreichung dieser Zwecke, im Hinblick auf die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile**Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundvierzigtausendvierhundert Euro (EUR 45.400), aufgeteilt in (i) einundzwanzigtausendeinhundertfünfundsechzig (21.165) Stammanteile (die „Stammanteile“), (ii) einhundertachtzig (180) Anteile der Serie A1a (die „Anteile der Serie A1a“), (iii) eintausendachthundertsieben (1.807) Anteile der Serie A1b (die „Anteile der Serie A1b“), (iv) einhundertneun (109) Anteile der Serie A1c (die „Anteile der Serie A1c“), (v) dreiundachtzig (83) Anteile der Serie A2a (die „Anteile der Serie A2a“), (vi) eintausendsechshundertsechsfünfundzig (1.656) Anteile der Serie A2b (die „Anteile der Serie A2b“), (vii) dreitausendsiebenhundertfünfundzig (3.750) Anteile der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“), (viii) viertausendsechshundertsebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 (die „Anteile der Serie B2“), (ix) eintausendachtundachtzig (1.875) Anteile der Serie B3 (die „Anteile der Serie B3“) und (x) zehntausendachtundachtzig (10.088) Anteile der Serie B4 (die „Anteile der Serie B4“ und, gemeinsam mit den Anteilen der Serie B1, den Anteilen der Serie B2 und den Anteilen der Serie B3, die „Anteile der Serie B“), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH und (vii) Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP (gemeinschaftlich „LuxorCap“) (Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP üben ihre Rechte unter dieser Satzung gemeinschaftlich aus, als ob es sich um einen einzigen Gesellschafter handeln würde; Luxor Capital Partners, LP selbst ist dazu berechtigt, sämtliche Erklärungen im Namen von LuxorCap abzugeben und entgegenzunehmen, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP bezüglich Rechten und Pflichten, die sich aus von ihnen gehaltenen Anteilen ergeben) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und der vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) - unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH und (vii) LuxorCap haben die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen, nachdem sie von der Gesellschaft über die Investition eines Dritten informiert wurden, darüber zu unterrichten, ob Rocket Internet GmbH und/oder Kinnevik Online AB und/oder AI European Holdings S.à r.l. und/oder Aismare Lux Holdings S.à r.l. und/oder Phenomen Ventures LP und/oder Mercura Capital GmbH und/oder LuxorCap ihr Recht gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchten. Für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile der Gesellschaft zeichnet, ist dieser Artikel 5.3 entsprechend anzuwenden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem/den Gesellschafter/n oder Geschäftsführer/n unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten (eine „Qualifizierte Mehrheit“) und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere vorbehaltlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine zusätzliche Zustimmung zur Übertragung der Anteile nicht erforderlich:

a) bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH und (vii) Luxor Capital, Luxor Offshore und Luxor Wavefront (wobei Luxor Capital insofern in eigenem Namen sowie für Luxor Offshore und Luxor Wavefront handelt und Rechte, die sich aus Anteilen ergeben, die von einem von ihnen gehalten werden, unter dieser Satzung gemeinschaftlich ausübt, als ob es sich um einen einzigen Gesellschafter handeln würde) (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, Al European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l., Phenomen Ventures LP, Mercura Capital GmbH, Luxor Capital, Luxor Offshore und Luxor Wavefront im Folgenden gemeinschaftlich die „Investoren“; jeweils einzeln ein „Investor“) an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

b) bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen eines Investors an eine Gesellschaft oder ein Unternehmen, (x) welches direkt oder indirekt über (i) einen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des Investors herrscht, von diesem abhängig ist, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“), wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Abhängig“ oder „Herrscht“ die direkte oder indirekte Kontrolle der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile, (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, die Richtung der Geschäftsleitung und Geschäftspolitik einer Person, entweder durch den Besitz von Wertpapieren oder anderweitig zu bewirken oder (y) in welcher der Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter des Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

c) bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen an einen Dritten, welcher Anteile unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder von einem Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung.

7.5 Sofern ein Verkauf, eine Übertragung, eine Abtretung oder eine andere Veräußerung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 a) bis c) keiner weiteren Zustimmung der Gesellschafterversammlung bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Ein Verkauf, eine Übertragung, eine Abtretung oder eine andere Veräußerung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft darüber in Kenntnis gesetzt wurde oder diesem/dieser zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn die Zustimmung zu einer solchen Übertragung mit einer Qualifizierten Mehrheit erteilt wurde (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschafters für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist jedoch nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

Art. 8. Liquidations- und Verkaufspräferenzen.

8.1 Im Falle (i) eines Verkaufs von mindestens fünfzig Prozent (50%) aller Anteile an der Gesellschaft oder eines Tausches oder einer Übernahme der Gesellschaft in wirtschaftlich vergleichbarer Weise in einer oder mehreren Transaktionen oder in zeitlicher Nähe zueinander, oder (ii) der Liquidation der Gesellschaft oder (iii) des Verkaufs oder der Übertragung von Anteilen an der Gesellschaft entweder an Dritte oder an andere Gesellschafter, was dazu führen würde, dass entweder mehr als fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals oder mehr als fünfzig Prozent (50%) der Stimmrechte im Besitz der erwerbenden Partei bzw. Parteien wären (change of control), als Ergebnis eines oder mehrerer verbundener Akquisitionen, (wobei jeder der unter (i), (ii) und (iii) beschriebenen Fälle im Folgenden als „Liquiditätsereignis“ bezeichnet wird), werden die Erlöse („Exiterlöse“) - vorbehaltlich der Artikel 8.2 und 8.3 - im Einklang mit Artikel 8.4 auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis an die Gesellschafter verteilt.

8.2 Auf einer ersten Ebene („Erste Ebene“) erhalten die Inhaber von Anteilen der Serie B einen Betrag von EUR 1.600 pro Anteil der Serie B, welcher dem Betrag ihrer jeweiligen Gesamtinvestition in die Gesellschaft entspricht (bestehend aus dem Nominalbetrag der von diesem Inhaber erworbenen Anteile der Serie B und dem Agio und/oder anderen Kapitaleinlagen (Konto 115 des Standardisierten Luxemburgischen Kontenplans), die von diesem Inhaber an die Gesellschafter gezahlt wurden).

8.3 Auf einer zweiten Ebene („Zweite Ebene“) erhalten die Inhaber von Anteilen der Serie A1a, Anteilen der Serie A1b, Anteilen der Serie A1c, Anteilen der Serie A2a und Anteilen der Serie A2b pro Anteil der entsprechenden Anteilsklasse (und zwischen den Gesellschaftern jeder Anteilsklasse auf einer pro rata-Basis zu deren Anteilsbesitz in der entsprechenden Anteilsklasse) den wie folgt festgelegten Betrag:

Anteilsklasse	Betrag pro Anteil in Euro
Anteil der Serie A1a	1.380,84
Anteil der Serie A1b	1.383,14
Anteil der Serie A1c	2,00
Anteil der Serie A2a	1.556,82
Anteil der Serie A2b	1.554,76

8.4 Nachdem die Zahlungen auf der Ersten Ebene und auf der Zweiten Ebene geleistet wurden, werden die übrigen Exiterlöse auf einer dritten Ebene („Dritte Ebene“) an alle Gesellschafter auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis verteilt. Sämtliche von einem Gesellschafter auf der Ersten Ebene und/oder Zweiten Ebene erhaltenen Beträge mindern den von diesem Gesellschafter zu erhaltenden Betrag auf der Dritten Ebene und werden anschließend entsprechend dieser Dritten Ebene zugeteilt, mit der Maßgabe, dass kein Gesellschafter zur Rückzahlung eines auf der Ersten Ebene und/oder Zweiten Ebene erhaltenen Betrags verpflichtet ist. Die Zuteilung auf der Dritten Ebene erfolgt solange, bis alle Exiterlöse an die Gesellschafter verteilt wurden. Unabhängig davon, ob der Verkauf von Anteilen während eines Liquiditätsereignisses oder danach in einer oder mehreren Transaktionen erfolgt oder nicht, hat kein Gesellschafter für den Verkauf all seiner Anteile einen Betrag zu erhalten, der höher ist, (i) als sein Anteil an der Gesamtheit der Exiterlöse oder Erlöse auf einer pro rata-Basis zu den verkauften Anteilen, oder (ii) als der Betrag, der diesem Gesellschafter auf der Ersten Ebene und/oder Zweiten Ebene zugeteilt wurde. Erhält ein Gesellschafter dennoch einen höheren Betrag, muss er den Überschuss dementsprechend an die anderen Gesellschafter zurückzahlen. Sämtliche mit der hierin festgelegten Liquiditätspräferenz verbundenen Ansprüche sind erst dann erfüllt, wenn der in Satz 1 dieses Artikels 8.4 festgesetzte Betrag hinsichtlich der jeweiligen Anteile erhalten wurde.

8.5 Die bevorzugte Zuteilung auf der Ersten Ebene und auf der Zweiten Ebene ist auf alle entsprechenden Anteile der Serie B, Anteile der Serie A1a, Anteile der Serie A1b, Anteile der Serie A1c, Anteile der Serie A2a und Anteile der Serie A2b anwendbar, solange bei den jeweiligen Anteilen der Serie B, Anteilen der Serie A1a, Anteilen der Serie A1b, Anteilen der Serie A1c, Anteilen der Serie A2a und Anteilen der Serie A2b der in Artikel 8.2 und/oder der in der Tabelle in Artikel 8.3 festgelegte Betrag noch nicht verteilt wurde.

Art. 9. Rückkauf von Anteilen.

9.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

9.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

- ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;
- der Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

9.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechnigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

9.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 9.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 10. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.

10.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

10.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

10.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

10.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

10.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufpreis verrechnet und dieser dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern der Rückkaufpreis die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

Art. 11 Abtretung anstelle von Rückkauf.

11.1 Die Gesellschaft kann entscheiden, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung der Anteile an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

11.2 Der vorliegende Artikel 11 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 10 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 12. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

12.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

12.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

12.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

12.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder telefonisch gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst werden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

12.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

12.6 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, als Bezugnahme auf

den Alleingesellschafter zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 13. Gesellschafterversammlung.

13.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

13.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Hauptversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Hauptversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

13.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Versammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

13.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung begleitet oder von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer unter der Berufsverschwiegenheitspflicht vertreten zu werden.

13.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlung wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 14. Quorum und Abstimmung.

14.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

14.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 13.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 15. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 16. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit bilden.

Art. 17. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

17.1 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung des Beirats:

- a) Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens, eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens oder des gesamten oder eines beträchtlichen Anteils des Vermögens direkter oder indirekter Tochtergesellschaften der Gesellschaft einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Abwicklung der Gesellschaft;
- b) Veräußerung von Anteilen in direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft, mit Ausnahme von Anteilsübertragungen unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung, wie von den Gesellschafter in einer Gesellschaftervereinbarung vereinbart;
- c) Änderung dieser Satzung (einschließlich des vorliegenden Artikels 17) einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Verschmelzung, Spaltung und Umwandlung der Gesellschaft;
- d) Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Rechnung; Erhöhung oder Herabsetzung (ausschüttbarer) Reserven (einschließlich, aber nicht begrenzt auf das Agio und andere Kapitalreserven), sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln; Zahlung von Abschlagsdividenden; Zahlung von Erlösen gemäß Artikel 8 („Liquidations- und Verkaufspräferenzen“);
- e) Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));
- f) Abschluss von Unternehmensbeteiligungen jeglicher Art, einschließlich stiller Gesellschaften und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge unter der durch die Gesellschafter in einer Gesellschaftervereinbarung festgesetzten vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung;
- g) Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr und des Jahresabschlusses;
- h) Abberufung und Ernennung von Geschäftsführern.

17.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung aller Investoren:

- a) Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;
- b) Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, einschließlich des Rückkaufs von Anteilen mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 9.2 und Übertragungen gemäß Artikel 11.1 dieser Satzung.

17.3 Sofern das Gesellschaftskapital der Gesellschaft in unterschiedliche Anteilsklassen unterteilt ist, können die mit jeder Klasse verbundenen speziellen Rechte und Pflichten mit der einstimmigen und schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, welche die Gesamtheit der ausgegebenen Anteile dieser Klasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

17.4 Alle Änderungen im Beschlussfassungsprozess der Gesellschaft (einschließlich der Zuständigkeit der Gesellschafterversammlungen, der Sitzungen des Beirats und jeder notwendigen spezifischen Mehrheit zur Annahme einiger Beschlüsse) zum einseitigen Nachteil eines Investors sind nicht ohne Zustimmung dieses Investors vorzunehmen. Zur Klarstellung wird darauf hingewiesen, dass ein einseitiger Nachteil der Investoren bei einer Herabsetzung der Stimmzahl oder bei einer Änderung der Stimmrechte von Gesellschaftern oder Direktoren besteht, die zur Annahme eines Beschlusses erforderlich sind.

17.5 Bei jeder der folgenden Handlungen bedarf es, unabhängig anderer Bestimmungen bezüglich der Zustimmung oder der Annahme in anderen Gesellschaftervereinbarungen, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen, oder dieser Satzung immer einer Mehrheit von drei Vierteln (3/4) der Investoren: (i) Veräußerung von Rechten geistigen Eigentums durch die Gesellschaft oder durch eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft der Gesellschaft; (ii) Veräußerung einer direkten oder indirekten Tochtergesellschaft durch die Gesellschaft.

D. Rat der Geschäftsführer und Beirat

Art. 18. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

18.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

18.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

18.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 19. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

19.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

19.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund gemäß Artikel 17.1 h) ernannt oder abberufen werden.

19.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift des betreffenden Gesellschafterbeschlusses festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 20. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

20.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 21. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung durch einen Geschäftsführer. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt haben und sie unterzeichnen.

Art. 22. Geschäftsführung.

22.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

22.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

22.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

22.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

22.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung des Beirats für Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft und deren direkten oder indirekten Tochtergesellschaften, die außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft liegen, und - in jedem Fall - für die untenstehenden Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft und deren direkten oder indirekten Tochtergesellschaften. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Gesellschafterversammlung genehmigt wurden:

- a) Gründung, Erwerb oder Veräußerung von Unternehmen oder Teilbetrieben;
- b) Änderung der Satzung, Gesellschaftervereinbarungen und ähnlicher Verträge sowie die Ausübung (oder der Ausschluss) von Gesellschafterrechten bei Gesellschaften, in denen eine direkte oder indirekte Beteiligung gehalten wird (vorausgesetzt, dass die Geschäftsführer bezüglich Gesellschaften, in denen nur eine indirekte Beteiligung gehalten wird, sicherstellen, dass solche Zustimmungserfordernisse von dem jeweiligen direkten Gesellschafter eingehalten wurde);
- c) Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;
- d) Wesentliche Änderungen der Art der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und Einstellung eines wesentlichen Geschäftsbetriebs;
- e) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;
- f) Gewährung von Darlehen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- g) Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- h) Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte, sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten;
- i) Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungsverpflichtungen jeglicher Art;
- j) Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeiner Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;
- k) Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsverfahren mit einem Streitwert von über zehntausend Euro (EUR 10.000) im Einzelfall;

l) Verfügung über Nutzungsrechte jeglicher Art hinsichtlich der Rechte an geistigem Eigentum, einschließlich Urheberrechte oder sämtliche weiteren Schutzrechte sowie die Weitergabe von Know-how zur eigenen Verwertung durch die Firma und/oder Drittparteien, unter Ausschluss von Verfügungen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

m) Transaktionen der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen und natürlichen Personen, wie in Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern vorgesehen;

n) Änderungen an und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

o) Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, deren Gesellschafter die Gesellschaft ist, sofern diese Ausübung die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nach dieser Satzung erfordert, d.h. gemäß dieses Artikels 22.8, a) bis o), Artikel 17.1 oder 17.2.

Beschlüsse bezüglich der Einführung eines Mitarbeiter-Beteiligungsmodells bedürfen der vorherigen Zustimmung des Beirats.

22.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beirats erfordern. Der Beirat kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

22.10 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für Geschäftsführer beschließen.

22.11 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels 22, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, in welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

Art. 23. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

23.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

23.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 24. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 25. Beirat.

25.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat (der „Beirat“). Dieser besteht aus sieben (7) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen. Jeder Gesellschafter kann ein nicht stimmberechtigtes Mitglied des Beirats ernennen.

25.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beirats nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss genehmigen oder verändern.

25.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von den Gesellschaftern durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt:

a) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter Rocket Internet GmbH nach eigenem Ermessen ernannt (das „Rocket-Mitglied“);

- b) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter Kinnevik Online AB nach eigenem Ermessen ernannt;
- c) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter AI European Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt;
- d) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter Aismare Lux Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt;
- e) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter Phenomen Ventures LP nach eigenem Ermessen ernannt;
- f) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter Mercura Capital GmbH nach eigenem Ermessen ernannt; und
- g) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von den Gesellschaftern LuxorCap nach eigenem Ermessen ernannt.

25.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Das Rocket-Mitglied ist der Vorsitzende des Beirats und hat nicht die entscheidende Stimme. Jedes stimmberechtigte Mitglied hat eine (1) Stimme, außer das von Rocket ernannte stimmberechtigte Mitglied, welches fünf (5) Stimmen hat, das von LuxorCap ernannte stimmberechtigte Mitglied, welches zwei (2) Stimmen hat und das von Kinnevik ernannte stimmberechtigte Mitglied, welches zwei (2) Stimmen hat. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten.

25.5 Der Beirat ist zuständig für die Erteilung von Zustimmungen zu Transaktionen und Maßnahmen der Geschäftsführer, die die Gesellschafterversammlung vorbehaltlich der Zustimmung des Beirats entweder (i) in dieser Satzung, (ii) in der Geschäftsordnung der Geschäftsführer, (iii) durch einen Gesellschafterbeschluss oder (iv) in jedweder Gesellschaftervereinbarung erteilt hat.

25.6 Die Vergütung der Mitglieder des Beirats wird, sofern vorgesehen, von den Gesellschaftern der Gesellschaft durch einstimmigen Gesellschafterbeschluss festgelegt.

25.7 Neben den in den Artikeln 22.8 und 22.9 vorgesehenen Zustimmungserfordernissen hat der Beirat eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

E. Aufsicht und Prüfung der gesellschaft

Art. 26. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

26.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

26.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

26.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht auf ständige Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

26.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des/der Rechnungsprüfer/s.

26.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 27. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 28. Jahresabschluss und Gewinne.

28.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

28.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

28.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

28.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

28.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

28.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 29. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

29.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche durch den Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag wird gegebenenfalls im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 8 verteilt und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

29.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 31. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

Die vorliegende Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.“

7. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, eine (1) weitere Klasse von Anteilen zu schaffen, die als Anteile der Serie B4 bezeichnet werden (die „Anteile der Serie B4“), wodurch nunmehr insgesamt zehn (10) Anteilsklassen bestehen.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, (i) Luxor Capital Partners, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, mit Sitz und Hauptniederlassung in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036 und eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Eintragsnummer 3470427, (ii) Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht der Kaimaninseln (Cayman Islands), mit Sitz und Hauptniederlassung in Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands und eingetragen im Registrar of Companies, Cayman Islands, unter der Nummer MC-36427, und (iii) Luxor Wavefront, LP, eine exempted Limited Partnership gegründet und bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, mit Sitz und Hauptniederlassung in 1114 Avenue of Americas, 29th Floor, New York, NY 10036 und eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Eintragsnummer 4766956, als neue Gesellschafter der Gesellschaft anzunehmen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von fünfunddreißigtausenddreihundertzwölf Euro (EUR 35.312) um einen Betrag von zehntausendachtundachtzig Euro (EUR 10.088) auf einen Betrag von fünfundvierzigtausendvierhundert Euro (EUR 45.400) durch die Ausgabe von zehntausendachtundachtzig (10.088) Anteilen der Serie B4 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, zu erhöhen.

Zeichnung

Die zehntausendachtundachtzig (10.088) Anteile der Serie B4 wurden wie folgt ordnungsgemäß gezeichnet:

- eintausenddreihundertachtunddreißig (1.338) Anteile der Serie B4 wurden von Phenomen, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von eintausenddreihundertachtunddreißig Euro (EUR 1.338) gezeichnet;
- eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Serie B4 wurden von Mercura, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) gezeichnet;
- zweitausendfünfhundertachtundneunzig (2.598) Anteile der Serie B4 wurden von Luxor Capital Partners, LP, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von zweitausendfünfhundertachtundneunzig Euro (EUR 2.598) gezeichnet;
- viertausendachtundsiebzig (4.078) Anteile der Serie B4 wurden von Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von viertausendachtundsiebzig Euro (EUR 4.078) gezeichnet; und
- achthundertvierundzwanzig (824) Anteile der Serie B4 wurden von Luxor Wavefront, LP, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von achthundertvierundzwanzig Euro (EUR 824) gezeichnet.

Zahlung

Die von Phenomen, Mercura und den Neuen Investoren, vorbenannt, gezeichneten zehntausendachtundachtzig (10.088) Anteile der Serie B4 wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von zehntausendachtundachtzig Euro (EUR 10.088).

Der Nachweis über die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlage wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Die Einlage in Höhe von zehntausendachtundachtzig Euro (EUR 10.088) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung erkennt an, dass die Neuen Investoren nun Inhaber von siebentausendfünfhundert (7.500) Anteilen der Serie B4 geworden sind.

Infolgedessen schließen sich die Neuen Investoren, stimmberechtigt und hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß der vorbenannten Vollmachten für die nachstehenden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung an.

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundvierzigtausendvierhundert Euro (EUR 45.400), aufgeteilt in (i) einundzwanzigtausendeinhundertfünfundsechzig (21.165) Stammanteile (die „Stammanteile“), (ii) einhundertachtzig (180) Anteile der Serie A1a (die „Anteile der Serie A1a“), (iii) eintausendachtundsiebzig (1.807) Anteile der Serie A1b (die „Anteile der Serie A1b“), (iv) einhundertneun (109) Anteile der Serie A1c (die „Anteile der Serie A1c“), (v) dreiundachtzig (83) Anteile der Serie A2a (die „Anteile der Serie A2a“), (vi) eintausendsechshundertsechsfünfzig (1.656) Anteile der Serie A2b (die „Anteile der Serie A2b“), (vii) dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“), (viii) viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 (die „Anteile der Serie B2“), (ix) eintausendachtundachtzig (1.875) Anteile der Serie B3 (die „Anteile der Serie B3“) und (x) zehntausendachtundachtzig (10.088) Anteile der Serie B4 (die „Anteile der Serie B4“ und, gemeinsam mit den Anteilen der Serie B1, den Anteilen der Serie B2 und den Anteilen der Serie B3, die „Anteile der Serie B“), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH und (vii) Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP (gemeinschaftlich „LuxorCap“) (Luxor Capital Partners, LP, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP üben ihre Rechte unter dieser Satzung gemeinschaftlich aus, als ob es sich um einen einzigen Gesellschafter handeln würde; Luxor Capital Partners, LP selbst ist dazu berechtigt, sämtliche Erklärungen im Namen von LuxorCap abzugeben und entgegenzunehmen, Luxor Capital Partners Offshore Master Fund, LP und Luxor Wavefront, LP bezüglich Rechten und Pflichten, die sich aus von ihnen gehaltenen Anteilen ergeben) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und der vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) - unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist,

und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l., (v) Phenomen Ventures LP, (vi) Mercura Capital GmbH und (vii) LuxorCap haben die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen, nachdem sie von der Gesellschaft über die Investition eines Dritten informiert wurden, darüber zu unterrichten, ob Rocket Internet GmbH und/oder Kinnevik Online AB und/oder AI European Holdings S.à r.l. und/oder Aismare Lux Holdings S.à r.l. und/oder Phenomen Ventures LP und/oder Mercura Capital GmbH und/oder LuxorCap ihr Recht gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchten. Für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile der Gesellschaft zeichnet, ist dieser Artikel 5.3 entsprechend anzuwenden.“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, einen neuen Artikel zwei Punkt vier (2.4) in die Satzung der Gesellschaft einzufügen, welcher wie folgt lautet:

„ **2.4.** Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.“

Sechster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am eingangs erwähnten Datum.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Ersuchen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde wurde der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und vom Notar gemeinsam mit dieser Bevollmächtigten unterzeichnet.

Gezeichnet: A. VAN DER WIELEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 février 2014. Relation: LAC/2014/7275. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 17. März 2014.

Référence de publication: 2014039397/1610.

(140045979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Debonair Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 158.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039382/9.

(140045917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Histrag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 81.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014039484/9.

(140045311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Boyne Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 185.238.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twentieth day of January.

Before, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Kildare Holdings Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited company, being registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar under number B182789, having its registered address at 65 Bd Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, represented by Ms Emer Finnán, acting in her capacity as A manager of Kildare Holdings Luxembourg S.à r.l., signing together with Mr Davy Toussaint, acting in his capacity as B manager of Kildare Holdings Luxembourg S.à r.l.;

here represented by Ms Josiane Meissener, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in 16 January 2014;

Said proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of "Boyne Acquisitions S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at USD 20,000 (twenty thousand United States dollars, represented by 20,000 (twenty thousand) shares having a nominal value of USD 1 (One United States dollar) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. Each manager may be assigned either an A or a B signatory power. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers, and in case A and B managers have been appointed, by the joint signatures of a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers, and in case A and B managers have been appointed, a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

Kildare Holdings Luxembourg S.à.r.l., prenamed:	20,000 (twenty thousand) shares
Total:	20,000 (twenty thousand) shares

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of USD 20,000 (twenty thousand US dollars) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1400.

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

- the number of managers is set at 4 (four). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

As A managers:

- Louis Paletta, Chief Operating Officer, Kildare Partners US, LLC, whose private address is: 122 Post Oak Place, Westlake, TX;

- Emer Finnan, Senior Managing Director, Kildare Acquisitions Ireland, Ltd., with private address in Innisfallen, 24 Sandymount Avenue, Ballsbridge, Dublin 4, Ireland;

As B managers:

- Davy Toussaint, whose professional address is 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; and

- Nicola Foley, team manager, whose professional address is 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

2. the registered office is established at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder(s) of the appearing party, the proxyholder(s) of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt janvier.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Kildare Holdings Luxembourg S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B182789, avec siège social au 65, Bd Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg, représentée par Ms. Emer Finnan agissant en capacité de gérant A de Kildare Holdings Luxembourg S.à.r.l., signant conjointement avec M. Davy Toussaint, agissant en capacité de gérant B de Kildare Holdings Luxembourg S.à.r.l.

ici représentée par Mme Josiane Meissener, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 16 janvier 2014;

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Boyne Acquisitions S.à.r.l." (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour

participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits intellectuels, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer des licences et des droits intellectuels de toute origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

En plus, la Société peut acquérir et céder des propriétés immobilières, pour son propre compte, à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger et elle peut effectuer toutes les opérations en relation avec des propriétés immobilières, y inclus la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères qui ont comme objet principal l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de propriétés immobilières.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de USD 20.000 (vingt mille dollars américains) et est représenté par 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un dollar américain) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. A chaque gérant peut être attribué soit un pouvoir de signature A, soit un pouvoir de signature B. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance.

Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants quelconques et, en présence de gérants A et B, par la signature conjointe d'un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant ou, en présence de gérants A et B, un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B conjointement, pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générale des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou

représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfiques, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites par:

Kildare Holdings Luxembourg S.à.r.l., susmentionnée:	20.000 parts sociales;
Total:	20.000 parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de USD 20.000 (vingt mille dollars américains) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1400.

Assemblée Générale Constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés préqualifiés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. les membres du conseil de gérance sont au nombre de 4 (quatre).

Sont nommés pour une durée indéterminée:

En tant que gérants A

- Louis Paletta, Chief Operating Officer, Kildare Partners US, LLC, dont l'adresse privée est: 122 Post Oak Place, Westlake, TX 76262, Etats-Unis d'Amérique;

- Emer Finnan, Senior Managing Director, Kildare Acquisitions Ireland, Ltd, dont l'adresse privée est à Innisfallen, 24 Sandymount Avenue, Ballsbridge, Dublin 4, Irlande

En tant que gérants B

- Davy Toussaint, dont l'adresse professionnelle est au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; et

- Nicola Foley, team manager, dont l'adresse professionnelle est au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

2. le siège social de la société est établi au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Meissener et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 janvier 2014. Relation: LAC/2014/3773. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Référence de publication: 2014038641/396.

(140044590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Dansor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 156.193.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social à Luxembourg, le 13 février 2014

Le siège social de la société est transféré au 17 rue Beaumont, L-1219 LUXEMBOURG

Monsieur Robert REGGIORI, expert-comptable, né le 15.11.1966 à Metz (France), Monsieur Alexis DE BERNARDI, expert-comptable, né le 13.02.1975 à Luxembourg, et Monsieur Louis VEGAS-PIERONI, expert-comptable, né le 26.09.1967 à FAMECK (France), tous domiciliés professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, sont nommés nouveaux gérants de la société, pour une durée illimitée.

Pour extrait sincère et conforme
DANSOR S.À.R.L.

Référence de publication: 2014039380/17.

(140045880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Delasource S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5652 Mondorf-les-Bains, 1, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 116.800.

—
J'ai le regret de notifier ma démission du mandat de Commissaire aux Comptes de la société DELASOURCE S.A. ayant son siège social au 1, rue Michel Rodange L-5652 Mondorf-Les-Bains et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B116800.

B.S. CONSULTING SA

Référence de publication: 2014039384/11.

(140045253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

European Technical Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 61.488.

—
Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014039412/11.

(140045281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.
